

Pour une école de l'exigence

par

Jean-Pierre Sueur

Sénateur du Loiret, ancien conseiller régional du Centre,
maire d'Orléans, secrétaire d'État aux Collectivités territo-
riales et député du Loiret.

« On ne partage bien que ce que l'on connaît. »

L'école a toujours été en France un sujet politique. L'histoire de l'école est émaillée d'innombrables querelles, joutes et débats. Au-delà, l'école est perçue et vécue comme indissociable de la République. *L'école républicaine* est donc un concept central. Il est porteur d'égalité, de l'idée que chaque jeune doit pouvoir se former, acquérir le savoir, apprendre à travailler et à penser, devenir citoyen, s'émanciper grâce à l'école.

Cet idéal – j'en suis convaincu – reste largement partagé. Cependant, l'école connaît des dysfonctionnements et des faiblesses qui doivent susciter la réflexion, appeler à des réponses et à des réformes. J'aborderai quatre questions qui me paraissent décisives à cet égard.

(1) *Le temps de l'école*. J'ai été très inquiet quand, au Sénat, j'ai entendu Xavier Darcos annoncer qu'il n'y aurait plus d'école le samedi et que les jeunes ne seraient plus scolarisés à l'école élémentaire que quatre jours par semaine. J'ai pensé, lorsque j'ai entendu cette annonce, qu'il serait difficile de revenir sur cette « facilité », mais que ce serait néanmoins nécessaire. Ce serait – et cela a été – nécessaire, car avec quatre jours de classe hebdomadaires et le dispositif de vacances que nous connaissons, la France se retrouvait bonne dernière des pays de l'OCDE

pour le nombre de jours d'école dans l'année, celui-ci étant inférieur à la moitié des jours de l'année ! Il a donc fallu revenir en arrière – ou plutôt aller de l'avant ! – avec la réforme des « rythmes scolaires », qui ne s'est pas faite sans mal – les réactions des élus communaux en ont témoigné –, mais qui a eu l'immense avantage de revenir à la semaine de cinq jours, et de permettre aux élèves de bénéficier de plus de temps et de rythmes plus appropriés pour apprendre. Je pense toujours qu'il vaut mieux plus d'écoles que moins d'écoles, et que cela est particulièrement vrai pour les jeunes d'origine modeste qui ne trouvent pas dans leur environnement les facilités que d'autres jeunes, issus de familles plus aisées, y trouvent.

(2) *Les fondamentaux*. Le fait qu'un élève sur cinq ne maîtrise pas, lors de l'entrée en classe de sixième, la lecture et l'écriture du français est plus que préoccupant. Il n'y a là, pour moi, rien d'inéluctable. Mais il faut prendre les mesures appropriées pour qu'il en aille autrement. Cela passe, pour moi, par une plus grande place donnée dès le cours préparatoire, et durant tout le cursus scolaire, aux enseignements fondamentaux. La conséquence est sans doute qu'il faut éviter une certaine dispersion des enseignements et activités. Il ne manque pas de bonnes raisons pour initier les élèves à nombre d'activités, et pour éveiller leur intérêt pour un grand nombre de disciplines. Mais il faut faire des choix et donner une place plus importante aux savoirs fondamentaux. Qu'il s'agisse du français ou des mathématiques. Qu'il s'agisse de la pratique orale du français ou de la grammaire – qui est très utile pour comprendre l'organisation de la phrase et des mots, et qui devient une discipline sinistrée. Car, même si l'on a fait tous

les « éveils » possibles et imaginables, un jeune sera durablement en difficulté – et il le sera de plus en plus, année après année – s’il ne maîtrise pas, à l’entrée en sixième, la lecture, l’écriture ou l’expression orale.

(3) *Pédagogie ou connaissances ?* Pendant plusieurs décennies nous avons assisté à un débat récurrent. On avait le sentiment qu’il y avait, d’un côté, les partisans de la pédagogie, taxés de « pédagogisme », professant que l’enseignement devait être « centré sur l’enfant » et, de l’autre côté, les tenants de la « connaissance » qui considéraient que le savoir était premier, que l’école avait pour mission de l’enseigner, de le transmettre, et que tout devait être organisé autour de cet impératif. Je pense que cette opposition est vaine. Un homme comme Jean Zay, mon compatriote orléanais, dont la dépouille vient d’entrer au Panthéon, et qui fut le grand ministre de l’Éducation nationale du Front populaire, aurait, j’en suis sûr, combattu cette dichotomie. Il avait une grande exigence quant à la connaissance et aux savoirs. Et celle-ci allait, pour lui, de pair avec un grand intérêt pour la pédagogie dès lors que celle-ci avait pour objet de transmettre le savoir et la connaissance. Aujourd’hui encore, il faut garder cette philosophie et cette vision des choses.

(4) *Interdisciplinarité.* L’interdisciplinarité est un mot qui passe bien. Nul, *a priori*, n’est contre. Le savoir est pluriel, les disciplines sont liées les unes aux autres. Il n’y a pas de frontière entre elles. Elles s’interpénètrent. Le travail en commun, en équipe, des enseignants est assurément positif. Je nuancerai toutefois cette ode à l’interdisciplinarité me fondant sur mon expérience personnelle : j’ai fait des études de lettres et de linguistique.

J’ai enseigné cette dernière discipline à l’université. Et puis les mandats politiques sont arrivés. Or, rien ne me prédisposait dans le cours de mes études à accomplir toutes les tâches qui m’ont été ensuite confiées. Simple-ment, au cours de mes études, au lycée, en classe préparatoire, à l’École normale supérieure, à l’université, j’ai appris à travailler – et c’est là l’essentiel. Quand on a appris à analyser un dossier, à faire une synthèse, à bâtir une argumentation, à l’exprimer, à convaincre, ces facultés ou qualités peuvent s’appliquer à nombre d’objets. Je ne méconnaiss pas, bien entendu, les connaissances et les expertises nécessaires pour appréhender des sujets techniques. Mais un élu doit savoir travailler avec les experts et les spécialistes, et cela ne vaut pas que pour lui. Autrement dit, l’interdisciplinarité est sans doute bonne, dès lors que l’on s’attache d’abord à bien connaître une ou plusieurs disciplines. Faute de quoi – et ce fut le défaut d’« instituts de formation des maîtres » –, on reste dans un discours intermédiaire, interstitiel, vague, sans point d’appui, regorgeant d’excès de généralité, ce qui finit par être le contraire du savoir. On ne partage bien que ce que l’on connaît.